



ENQUÊTE : CONSÉQUENCES DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN LES CONDITIONS DE LA RÉSILIENCE DES TPE

Enquête du 10 au 12 mars 2022
1243 répondants

MARS 2022

Contacts presse - ADVOCACIZ :
Alexandra Richert : 06.08.77.86.22
Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

Inflation et crise russo-ukrainienne : selon la dernière enquête du SDI, 77% des entrepreneurs individuels et dirigeants de TPE sont inquiets pour la poursuite de leur activité.

Selon la dernière enquête du SDI réalisée du 10 au 12 mars auprès de 1243 chefs d'entreprise, un fort sentiment d'inquiétude domine chez 77% d'entre eux : effets COVID sur leur activité, contexte économique de forte inflation et enfin, pour 53% d'entre eux, la crainte d'une extension du conflit ukrainien sur le territoire européen avec une implication de la France. Ils sont 90% à constater un impact négatif sur leur activité.

Avec l'inflation, la hausse du coûts des énergies et des matières premières et le début de la crise en Ukraine, on constate une baisse d'activité chez 54% des répondants, qui indiquent constater chez les consommateurs, un frein aux achats plaisir.

Ce constat est particulièrement prégnant parmi les secteurs suivants :

- Equipement de la personne (80%)
- CHR (64%)
- Commerces alimentaires (62%)

Le constat est pire pour les professionnels du BTP, particulièrement touchés : 88% des répondants de ce secteur, se retrouvent actuellement avec des bons de commandes signés sur la base d'un prix des matières premières très inférieurs aux prix actuels ce qui entraîne une baisse massive de leur marge et pour certains, de leur rémunération...

Pour compenser l'impact de ces hausses et maintenir leur activité et l'emploi de leurs salariés, les dirigeants ont réagi. Ils sont 83% à avoir dû augmenter leurs prix de vente (mais faiblement pour ne pas perdre de clientèle, elle aussi impactée) tout en baissant leurs marges (51% d'entre eux) et parfois même en baissant leur rémunération pour maintenir viable leur outil de travail (26%).

Enfin, pour ceux n'ayant pas encore pris de mesures, 64% d'entre eux prévoient d'agir en conséquence et 87% comptent augmenter leur prix de vente dans les prochaines semaines si la situation reste tendue.

Si la remise de 15 centimes par litre sur les prix du carburant est un premier geste, le Syndicat des Indépendants appuie pour la construction d'un véritable bouclier, protecteur des entreprises et respectueux des consommateurs. Marc Sanchez précise : *« Ce que nous enseigne cette étude est qu'il est devenu illusoire de compter sur la seule croissance pour absorber les charges nées pendant la crise sanitaire dans les délais requis. Des mesures pérennes et globales doivent être prises. Six millions d'entreprises, mobilisées et debout malgré le COVID, souffrent depuis deux ans et demandent de la part de l'État des dispositifs concrets pour que ni l'inflation, ni la crise ukrainienne ne signent l'arrêt de leur activité et entraînent la perte d'emploi de leurs salariés. Ces nouveaux dispositifs ne coûteraient pas un centime à l'État :*

- un allongement de droit de la durée de remboursement du PGE d'au moins deux années
- le renouvellement du dispositif d'étalement du paiement des charges sociales personnelles du chef d'entreprise sur 12 à 36 mois ».

Principaux enseignements

Marc Sanchez complète : «Enfin, au nom du pouvoir d'achat dont dépend la pérennité de leurs activités, nombre des participants à notre enquête indiquent que la baisse des charges sociales serait intégralement répercutée sur la rémunération nette de leurs salariés. Preuve que leur objectif est bien de vivre de leur travail et non de demander des subventions. Les candidats à l'élection présidentielle devraient s'inspirer de ces préconisations, eux qui semblent ignorer 98% des employeurs de France ».

Remboursement du PGE et plan de résilience

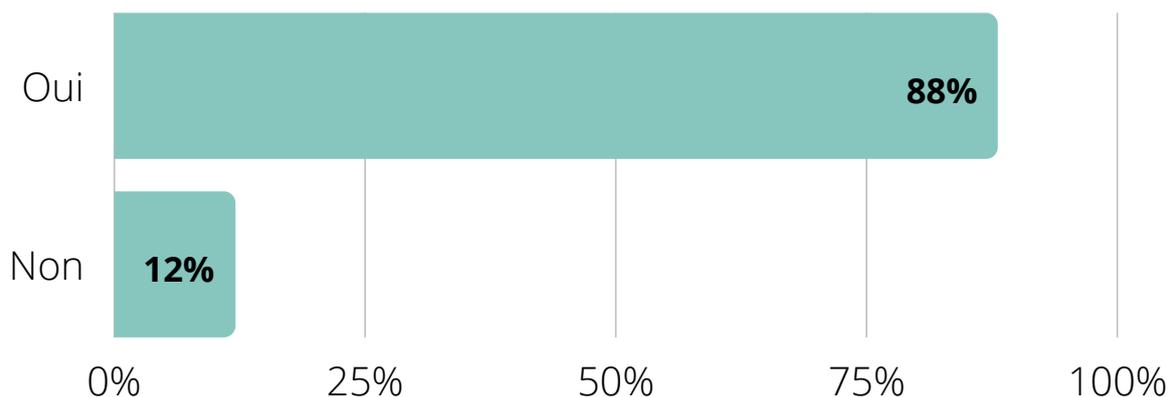
Ils sont aujourd'hui près de la moitié (45%) à avoir entamé des démarches ou envisager de le faire, pour obtenir un allongement de la durée de remboursement de leur PGE. Force est toutefois de constater que le dispositif actuellement en vigueur dans le prolongement des annonces de Bruno Le Maire du mois de janvier dernier est totalement inadapté et dénué d'intérêt : l'entreprise doit être au bord de la faillite, inscrite en rouge en Banque de France et doit ainsi renoncer à tout investissement à court et moyen terme.

Quant au Plan de résilience, le constat est partagé : 41% des indépendants et TPE estiment que des mesures pour l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages dynamiseraient leur activité contre 31% qui pensent le contraire.

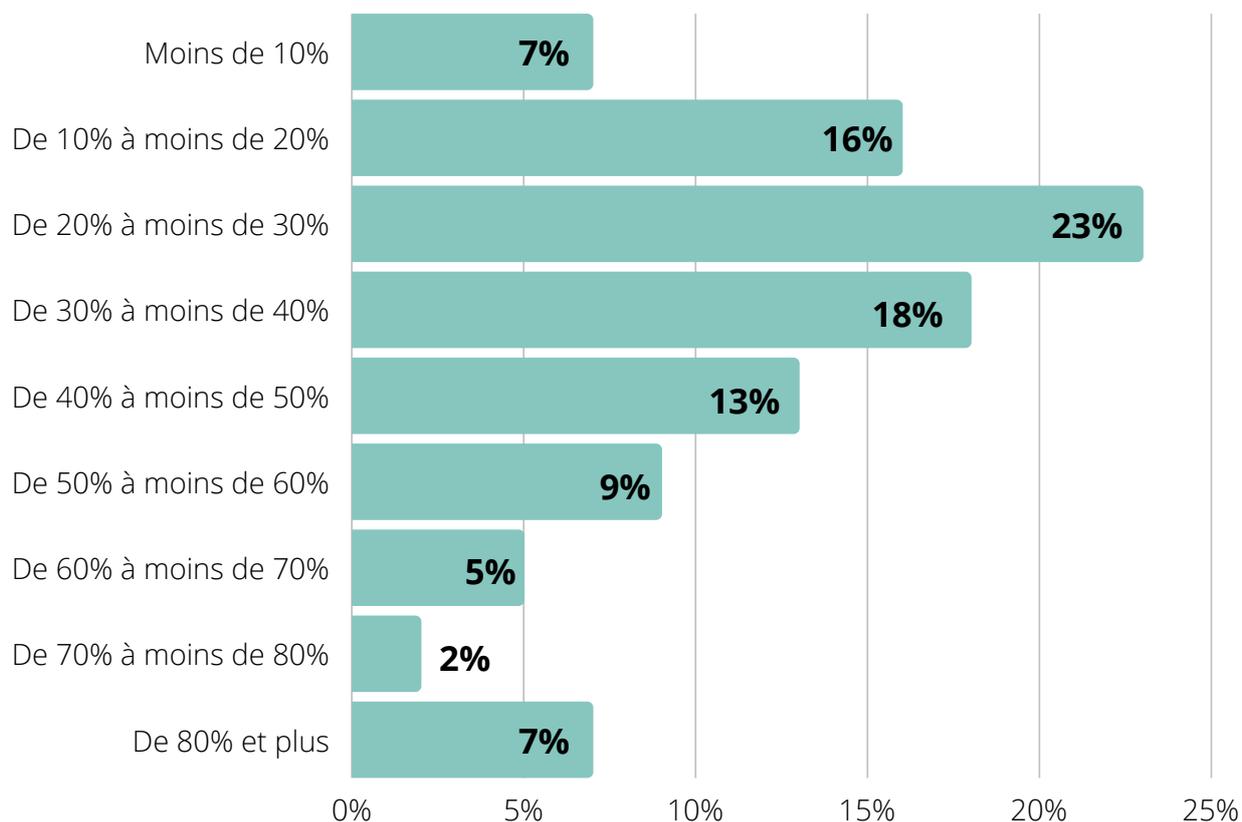
L'impact de la hausse des matières premières sur le bâtiment

Uniquement pour les travailleurs du BTP

Avez-vous des chantiers en cours ou futurs dont les bons de commande ont été signés sur la base de prix des matières premières très inférieurs aux prix actuels de vos fournisseurs ?

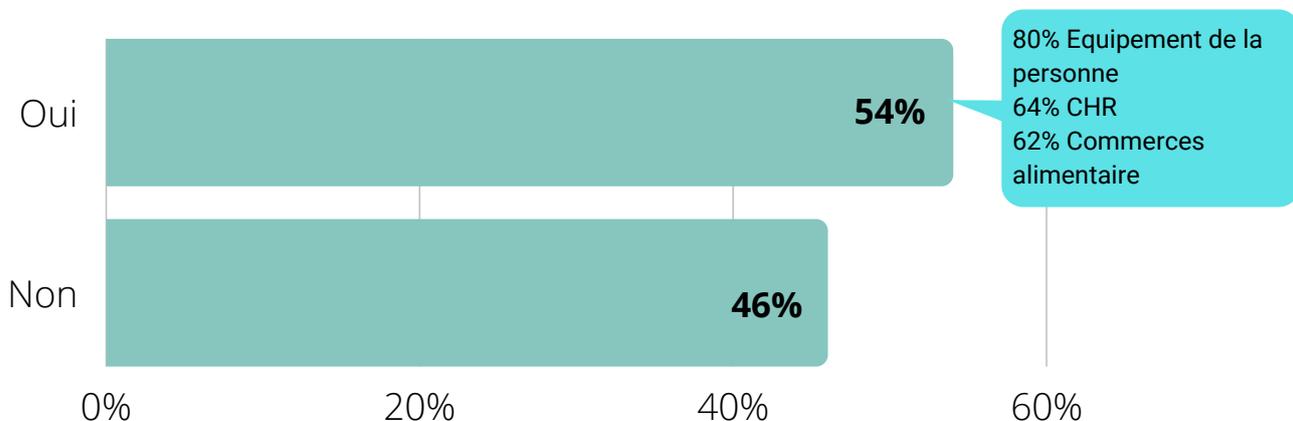


Ces chantiers représentent quelle proportion de votre chiffre d'affaires prévu sur le 1er semestre 2022 ?



Santé financière de l'entreprise

Avez-vous constaté une baisse de votre activité depuis le début du conflit en Ukraine (le 24 février 2022)?

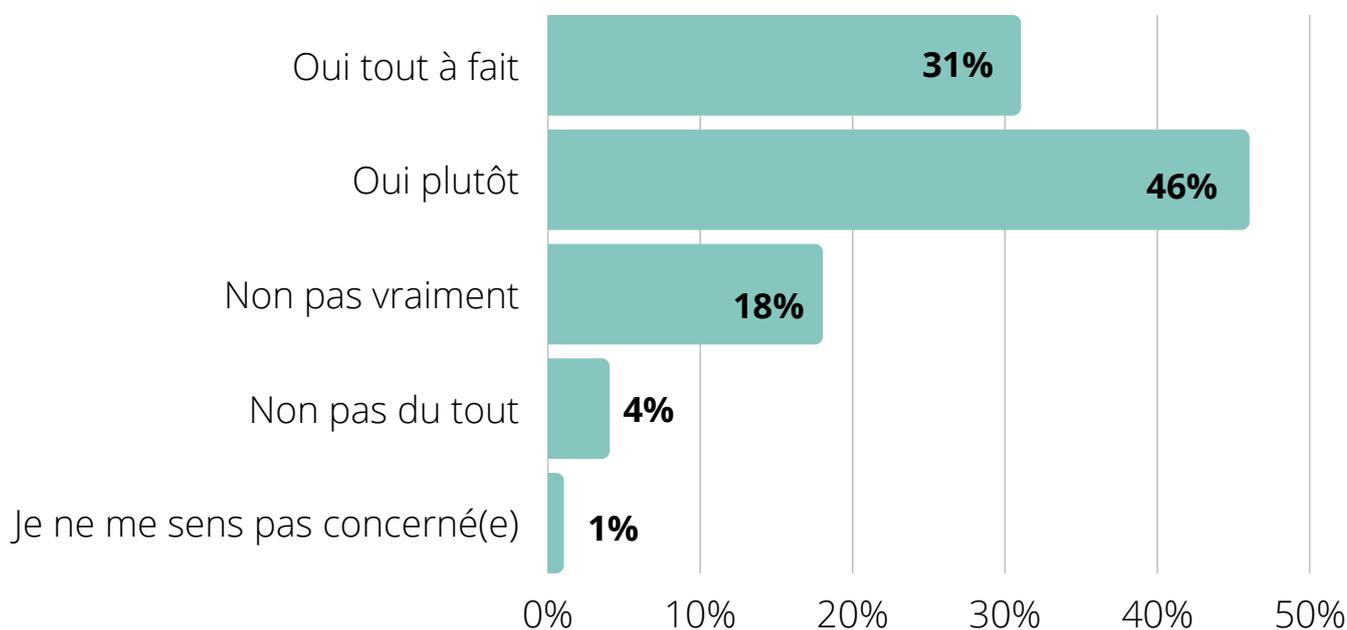


Commentaires

« C'est beaucoup plus inquiétant que le COVID quant à l'avenir des coûts de matières premières. »

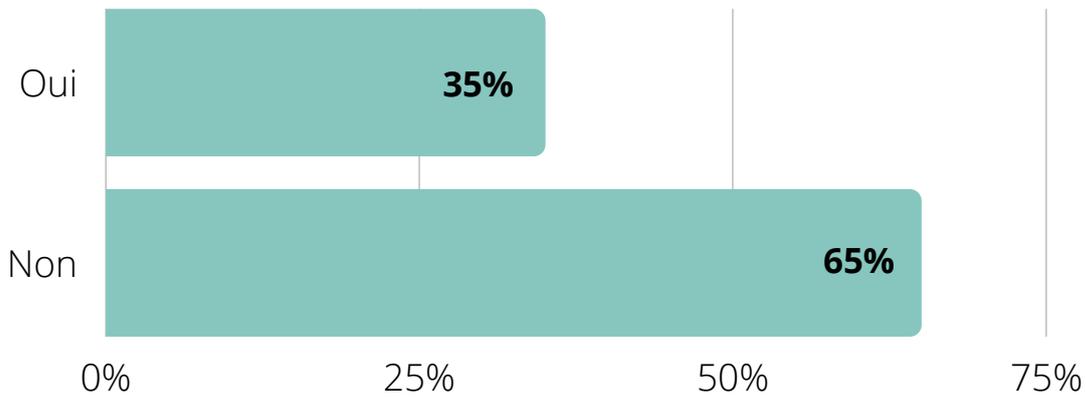
« Ce n'est plus une baisse c'est une CHUTE TOTALE !! j'exerce en centre-ville intra-muros de Vannes, c'est bien simple depuis le début du conflit tout le monde semble s'être enfermé chez soit et le CA est en chute libre total ! Alors même que je n'avais subi aucune baisse d'activité (au contraire même) durant les 2 années de Covid et mouvements sociaux "gilets jaunes". Mes amis Boulangers, qui sont un indicateur fort, même constat, chute libre totale de l'activité, pour la 1ere fois en 4 ans d'activité je suis extrêmement inquiet . »

La situation géopolitique actuelle vous inquiète-t-elle quant à votre capacité à poursuivre votre activité ?



Santé financière de l'entreprise

Faites-vous face actuellement à des problèmes de trésorerie au sein de votre entreprise ?



Commentaires

« Non mais ça ne va pas tarder avec la chute de fréquentation des centres-villes. »

« Nous payons actuellement le retard des cotisations urssaf dû au COVID, et maintenant on se fait prendre le peu de trésorerie que nous avons avec les hausses de carburant. »

« J'ai du reprendre le PGE que j'avais mis de côté. »

7

Impact de la hausse des prix

La hausse des prix des énergies (électricité, gaz, essence) et/ou des matières premières a-t-elle un impact négatif sur votre activité?



Commentaires

« On ne peut pas répercuter la baisse de marges sur nos clients qui souffrent déjà de la hausse des matières premières. »

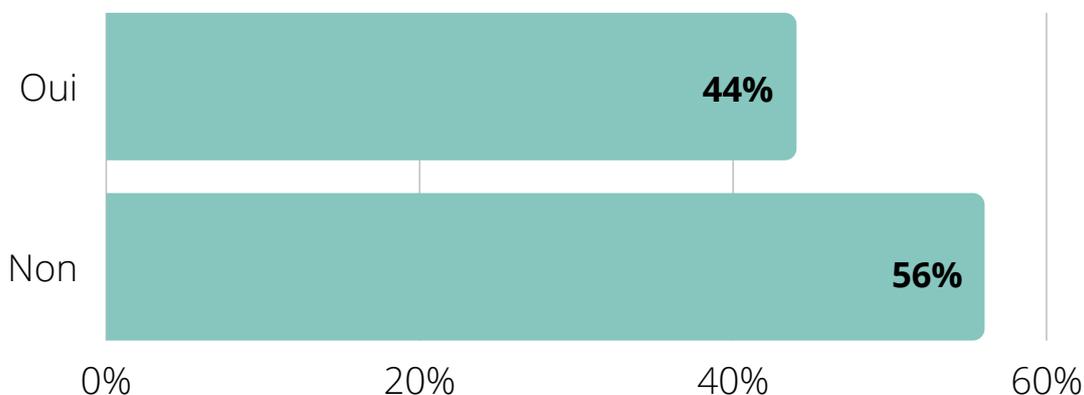
« Il est de plus en plus difficile de valider des devis qui explosent. »

« La forte hausse des prix du textile et la hausse de tous les matériaux en général rendent nos ventes difficiles à cause de leur prix. Baisser nos marges comme nous l'avons fait durant la période Covid n'est pas envisageable. En plus de ça, notre recherche de nouveaux clients est impactée par l'augmentation du prix de l'essence qui nous empêche d'aller à la rencontre de nouveaux clients. »

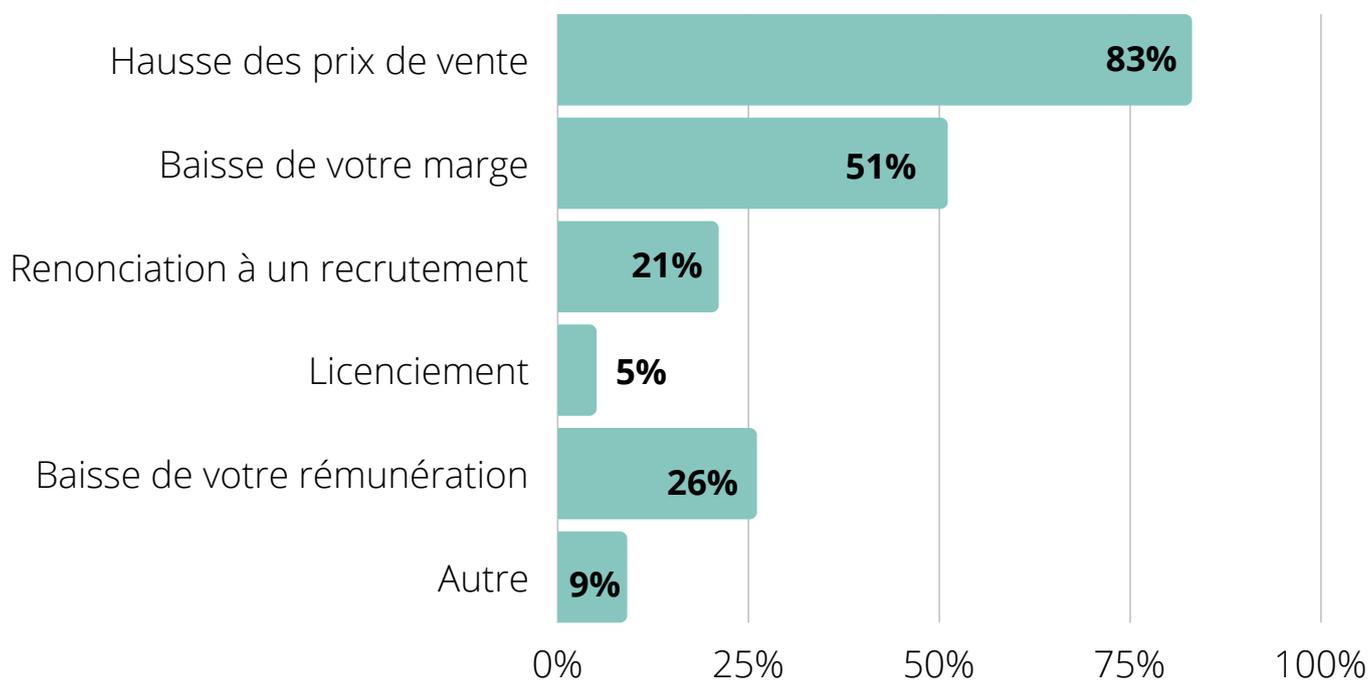
« Je suis imprimeur, le papier a augmenté de 50 %, comment expliquer et répercuter cette hausse auprès de nos clients ? »

Impact de la hausse des prix

Avez-vous d'ores et déjà pris des mesures pour amortir ou compenser les conséquences de ces hausses sur votre marge ?



Quelle(s) mesure(s) avez-vous prise pour compenser l'impact des conséquences de la hausse des prix des énergies et/ou des matières sur votre activité (plusieurs réponses possibles) ?



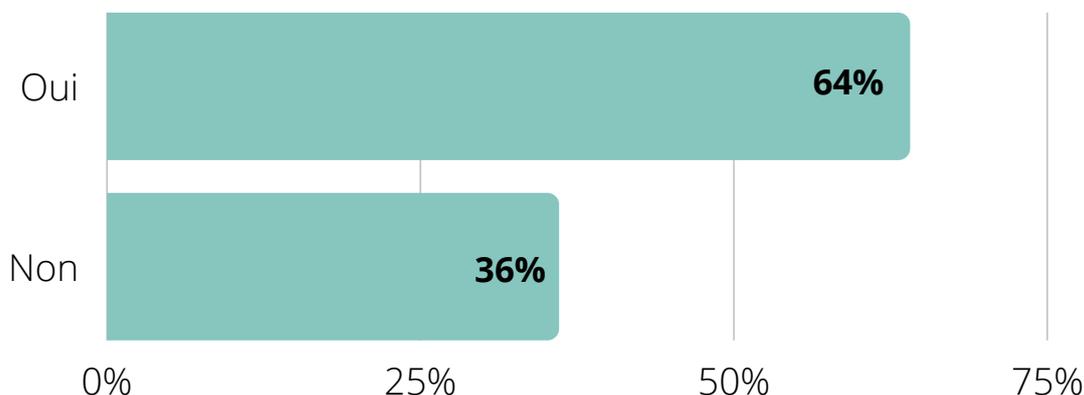
Parmi les réponses « Autres »

« On n'exclut pas le licenciement, car un grand nombre de nos clients s'opposent à une hausse des prix. »

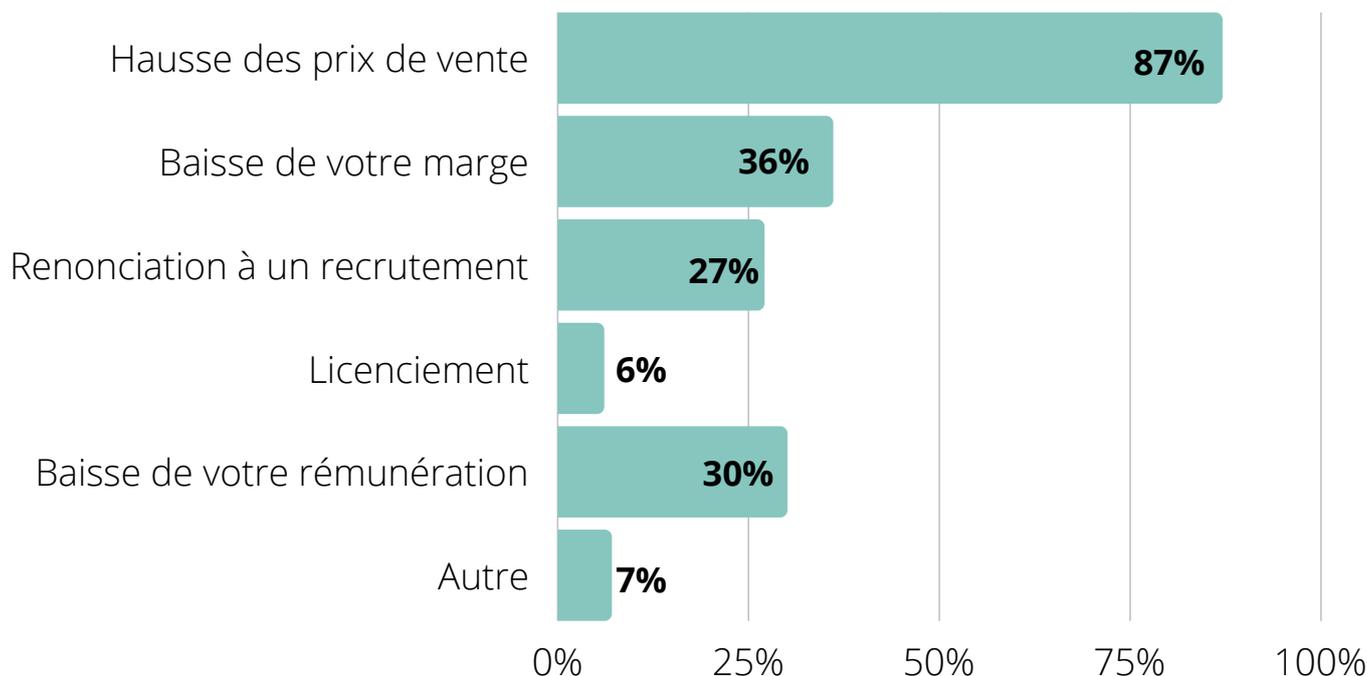
Impact de la hausse des prix

Pour les personnes ayant répondu qu'elles n'avaient pas encore mis en place des mesures pour amortir la hausse des prix.

Entendez-vous prochainement des mesures pour amortir ou compenser les conséquences de ces hausses sur votre marge ?



Quelle(s) mesure(s) entendez-vous prendre pour compenser l'impact des conséquences de la hausse des prix des énergies et/ou des matières sur votre activité (plusieurs réponses possibles) ?



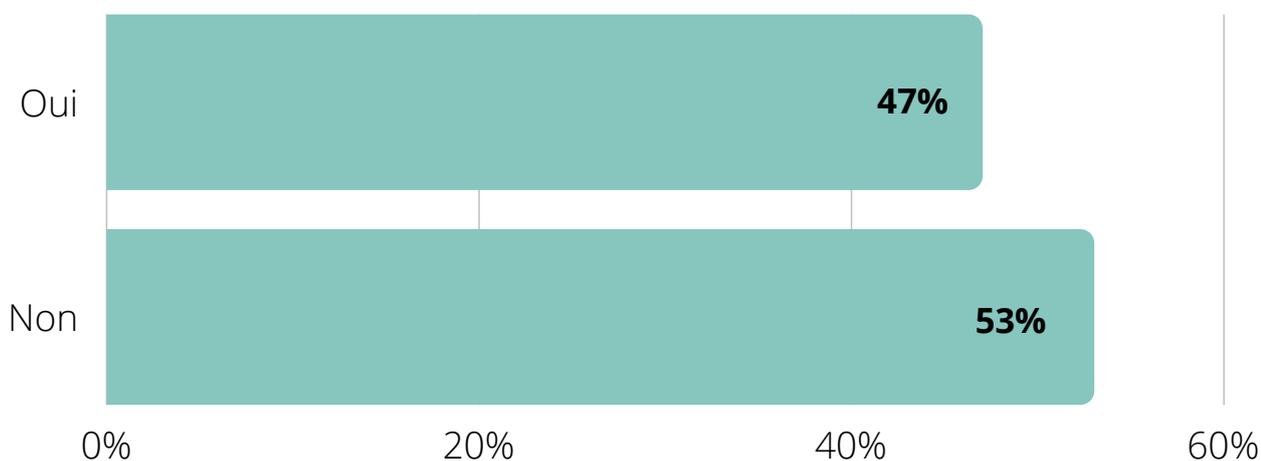
Parmis les réponses « Autres »

« Liquidation de l'entreprise. »

« Réduire le temps d'ouverture de mon activité à 4 jours par semaine. »

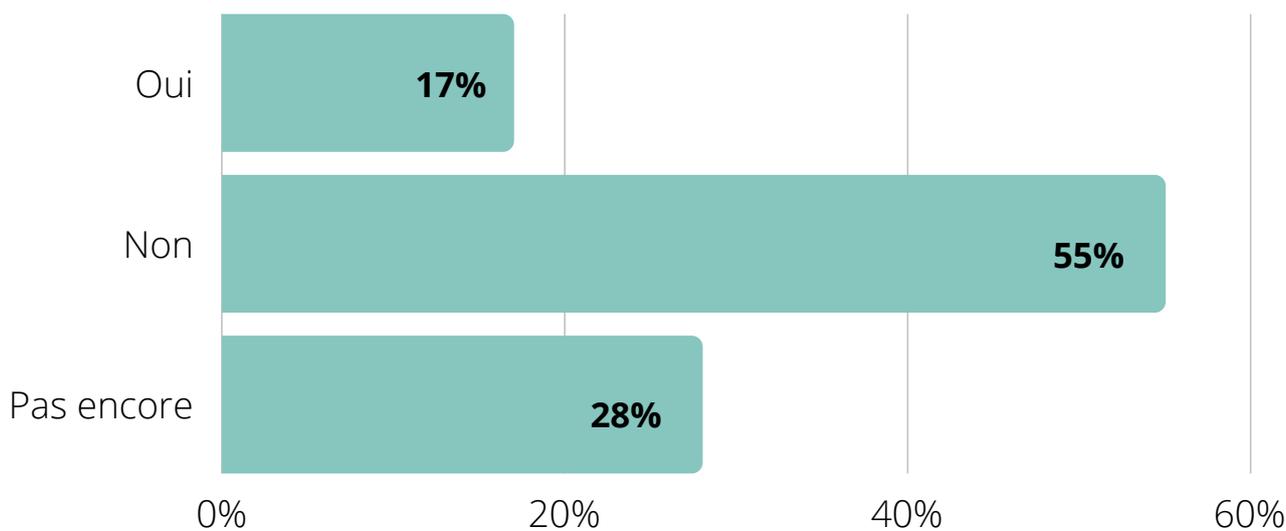
La dette PGE

Avez-vous contracté un PGE non encore remboursé auprès de votre établissement bancaire ?



Pour les personnes ayant contracté un PGE.

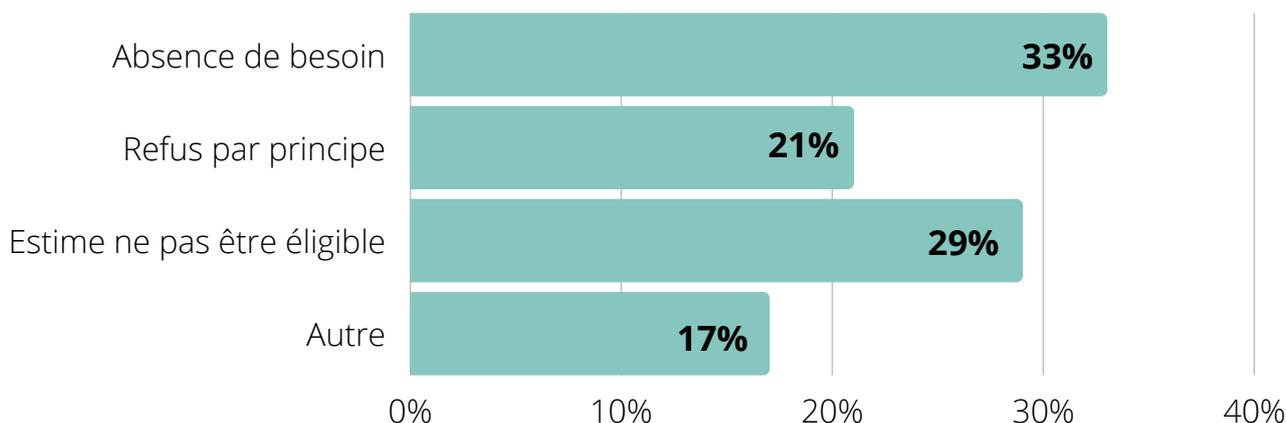
Avez-vous entamé des démarches pour solliciter l'allongement de la durée de remboursement de votre PGE ?



La dette PGE

Pour les personnes n'ayant pas sollicité un allongement de remboursement du PGE.

Pour quelle raison ?



Parmi les réponses « Autres »

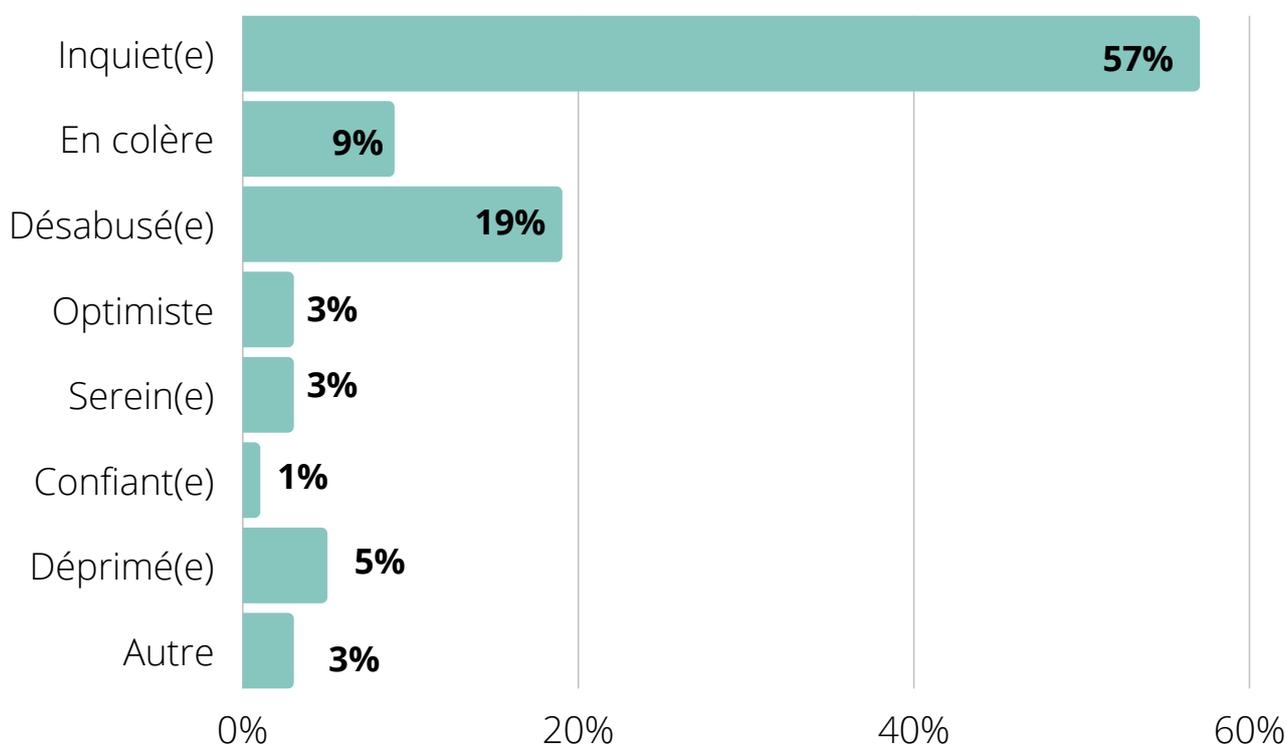
« Pour le moment la question ne se pose pas mais cela pourrait arriver. »

« Je comptais le rembourser intégralement cette année. »

« J'ai vraiment peur d'envoyer un mauvais signal aux banques et établissement de couverture de crédit qui risque de diminuer mes encours autorisés ce qui me bloquerait dans mon activité. »

État d'esprit

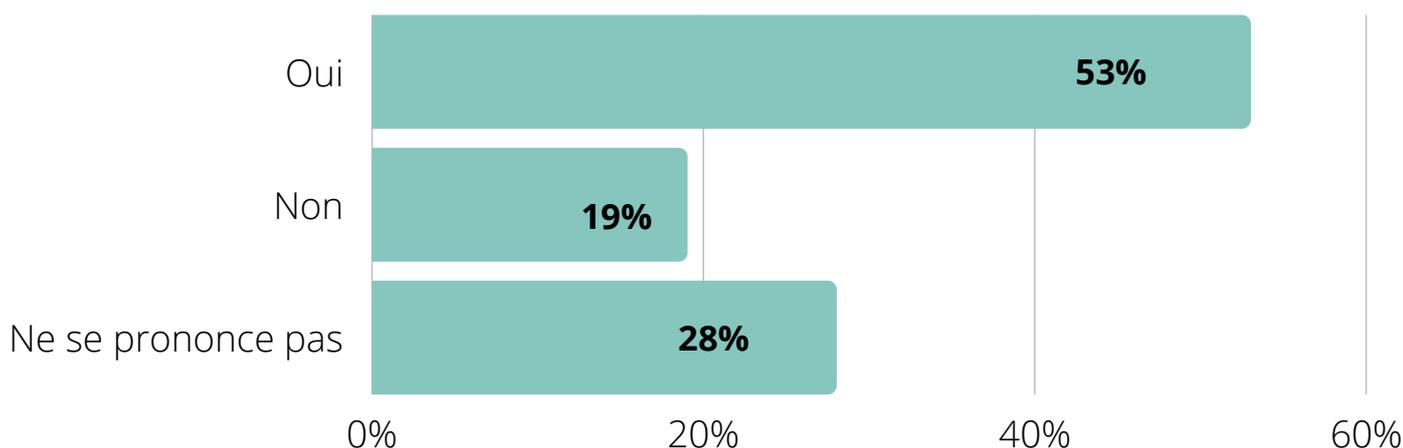
Quel est votre état d'esprit actuel ?



Parmi les réponses « Autres »

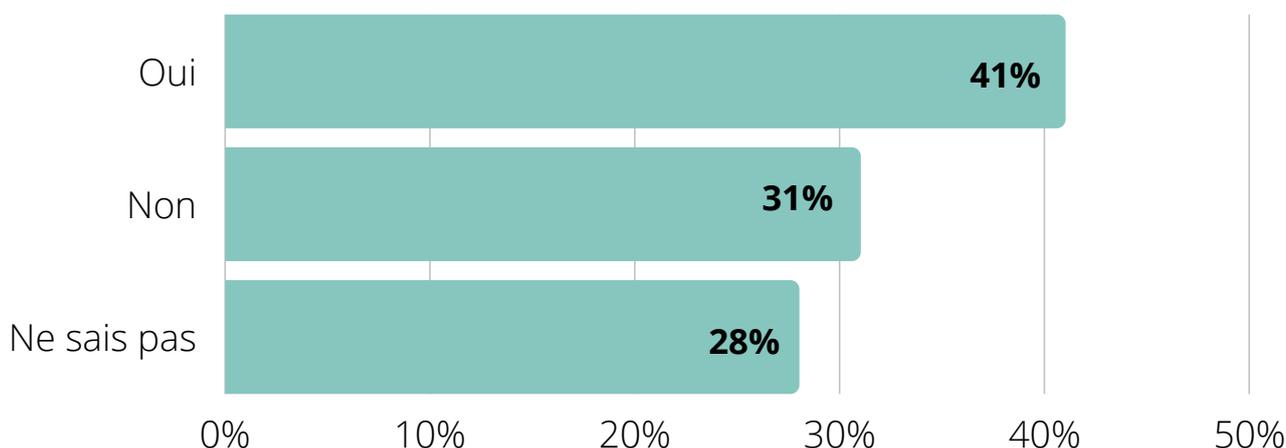
« En colère et déprimé de voir que nos gouvernants depuis des décennies sont incapables de prévoir et d'anticiper. Je suis obligé de subir des évènements que je ne maîtrise pas. »

Craignez-vous l'extension d'un conflit impliquant la France en Europe ?



Plan de résilience

Estimez-vous que des aides/mesures pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages dynamiserait votre activité en influençant les consommateurs ?



Le gouvernement proposera prochainement un « plan résilience » à destination des entreprises et des particuliers.

De votre point de vue de chef d'entreprise, quelle(s) mesure(s) devrait comporter ce plan pour les TPE ?

« Prise en charge par le gouvernement des remboursements du PGE, des charges URSSAF 2021 que je paye avec un plan d'apurement en plus des cotisations 2022. Mon conjoint et moi-même sommes des TNS et pas du secteur S1 S1bis donc aucune aide depuis mai 2021 alors que le CA a baissé tout au long de 2021 à cause du Covid. »

"Alléger les charges sociales pour en redistribuer une partie aux personnels afin de leur donner du pouvoir d'achat".

« Il faut bloquer le prix des carburants et des matières premières. »

« Baisser les charges sociales quitte à les reverser au salarié pour augmenter leur pouvoir d'achat, et l'État gagne en contrepartie sur la collecte de TVA, aide sur les factures d'énergie. »

« Remettre en place le chômage partiel. »

Contacts presse - ADVOCACIZ :
Alexandra Richert : 06.08.77.86.22
Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

